

COMMUNIQUÉ de PRESSE



COMMUNICATION

CP n°2 du 8 septembre 2017

Rentrée 2017: aller plus loin dans l'innovation et le dialogue social !

Le Sgen-CFDT a été reçu le 4 Septembre 2017 au Cabinet du Ministre de l'Agriculture par la conseillère technique enseignement, recherche et relations sociales Hanane Boutayeb .

Le Sgen-CFDT a rappelé son attachement à un enseignement agricole sous tutelle du ministère de l'Agriculture, dont le rôle dans les territoires et l'articulation avec les autres composantes de l'ensemble du système éducatif doivent être renforcées. Si ses atouts permettent de bons taux de réussite et d'insertion il reste néanmoins fragile. En effet l'enseignement agricole public se voit imposer depuis de nombreuses années des limitations d'effectifs qui freinent son développement. Notre organisation a exprimé son désaccord avec ce pilotage par les moyens et demandé la suppression des seuils par classe, imposés aux établissements publics.

Le Sgen-CFDT a fait part de ses souhaits et demandé un engagement du ministère pour :

- réduire le taux de contractuels encore trop élevé et faciliter les modalités de leur accès à la titularisation
- trouver une solution pérenne pour les contractuels sur budget d'établissement et améliorer leurs conditions d'emploi en renforçant leurs droits
- relancer l'innovation et l'expérimentation pédagogiques, en instaurant notamment des missions et postes d'ingénierie pédagogique
- mieux organiser l'accompagnement et la formation, sécuriser le Dispositif national d'appui (DNA)

- relancer la négociation sur le statut des enseignants, des personnels de direction et d'inspection; revoir les obligations de service des enseignants afin de les rendre plus justes et de mieux rendre visible l'ensemble de leur travail et de leurs missions
- instaurer des CHSCT de proximité et des instances de dialogue social dans l'enseignement technique
- respecter la calendrier pour la mise en place de l'accord PPCR, acquis auquel a contribué la CFDT.

Le Sgen-CFDT a par ailleurs exprimé des inquiétudes sur la rentrée dans l'enseignement supérieur agricole. En effet la situation extrêmement dégradée dans plusieurs établissements (par exemple Oniris Nantes, Ensfea Toulouse), conséquence d'un management par les coûts et d'une absence de véritable dialogue social, se traduit par une augmentation alarmante des risques psycho-sociaux.

La conseillère technique s'est dite intéressée par nos propositions mais a précisé que la gestion de l'enseignement agricole s'inscrirait dans le cadre de la politique de maîtrise budgétaire conduite par le gouvernement et que des contraintes budgétaires fortes pèseraient également sur notre ministère. Toutefois elle a fait savoir que l'ensemble des mesures qui s'appliquerait dans notre enseignement le serait à parité avec l'Éducation nationale. Ni plus ni moins. Elle s'est cependant engagée à trouver des solutions consensuelles sur la question des instances de proximité, la mise en place du PPCR et l'attractivité des métiers de l'enseignement agricole (accès aux concours et modalités de titularisation pour les contractuels).

Le Sgen-CFDT a pris acte de la volonté du Ministère de maintenir un dialogue social ouvert et constructif, mais a fait remarquer que sans remise en cause du pilotage par les coûts, l'enseignement agricole ne pourrait pas se développer et répondre à la demande sociale grandissante en matière d'innovation pédagogique. C'est regrettable pour les futurs acteurs des territoires ruraux que nous formons comme pour les personnels qui ne verront pas d'amélioration de leurs conditions de travail.